



Montreuil le 18 Mai 2026

STOP AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET À LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL !

La CGT alerte la Direction de la Compagnie Saint-Gobain sur une situation sociale fortement dégradée. Depuis plusieurs mois, les travailleuses et travailleurs subissent une pression croissante, liée notamment aux suppressions d'emplois, aux réorganisations, au non-remplacement des départs, aux ruptures conventionnelles incitées et à des licenciements contestés.

Ce sont plus de 2 000 emplois de la « distribution-bâtiment » qui ont été supprimés depuis 2023, entraînant des fermetures d'agences, une réduction des effectifs et une surcharge de travail. Cette situation dégrade les conditions de travail, fragilise la santé morale et physique des salarié·es et crée un climat anxieux.

La CGT dénonce également l'élargissement des missions dans la Distribution sans négociation : conseil client, gestion de la REP, organisation logistique des livraisons, exigences commerciales renforcées, inventaires cadencés et surveillance des appels téléphoniques. Ces nouvelles responsabilités ne s'accompagnent pas, pour la CGT, d'une reconnaissance qualifiante et salariale supplémentaire.

Conséquence : la Poly Compétence et la polyvalence exacerbées liées à la baisse d'effectif a conduit à l'épuisement des équipes, un épuisement qui se poursuivra si rien n'est fait avec des conséquences graves.

Ces salarié·es se retrouvent en première ligne face aux clients, confronté·es aux ruptures de stock, aux prix jugés trop élevés et à l'agressivité que cela peut générer. La CGT refuse que les équipes soient tenues responsables d'une politique tarifaire décidée ailleurs.

La CGT dénonce aussi certaines méthodes de management ressenties comme brutales et déshumanisantes. Elle rappelle que les droits des salarié·es doivent être respectés, notamment lors des procédures disciplinaires, et revendique un management plus humain, la fin du pilotage par les chiffres et une véritable écoute du terrain.

La CGT revendique notamment **l'arrêt des suppressions d'emplois / un management respectueux et humain / la fin des pressions et du pilotage par les chiffres / le respect des droits et des acquis des travailleur·ses / l'augmentation des moyens de prévention des risques psychosociaux des CSE et des organisations syndicales.**

À cette dégradation des conditions de travail s'ajoute une autre difficulté majeure pour les salarié·es : **le coût du carburant**. Cette problématique pèse lourdement sur le pouvoir d'achat, en particulier pour celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leur véhicule personnel pour se rendre au travail.

Dans un contexte où les salaires ne suivent pas suffisamment l'augmentation du coût de la vie, les frais de déplacement deviennent une charge injuste pour les travailleuses et travailleurs. La CGT considère qu'il n'est pas acceptable que venir travailler coûte toujours plus cher aux salarié·es, alors même qu'elles et ils subissent déjà pressions, sous-effectifs et manque de reconnaissance.

La CGT revendique donc **une augmentation significative et immédiate des indemnités de transport ou la réouverture de NAO s'il n'y a pas d'accord sur ce sujet, afin de compenser réellement la hausse du prix du carburant et de préserver le pouvoir d'achat des salarié·es.**

Pour la CGT, la performance du Groupe Saint-Gobain ne peut pas se construire durablement sur la gestion financière des effectifs et la dégradation des conditions de travail. Les salarié·es veulent pouvoir exercer correctement leur métier, avec des moyens adaptés, de la reconnaissance, du respect et des conditions garantissant leur intégrité morale et physique.

Les travailleur·ses ne sont pas responsables des dérives perpétuelles du capitalisme.

La Coordination CGT